

DÉCLARATION CITOYENNE DU JOUR INTERNATIONAL DE LA DÉMOCRATIE

15 Septembre 2008

*L'Assemblée Générale des Nations Unies (ONU) a déclaré le 15 Septembre Jour **International de la Démocratie**, lors de sa 46^{ème} réunion plénière célébrée le 8 Novembre 2007. Les organisations de la société civile dont les signatures suivent, qui travaillent toutes dans leurs sphères respectives au renforcement de la démocratie en Amérique Latine, exprimons notre volonté de vivre dans des systèmes démocratiques où règnent la paix, la prospérité, le respect des Droits Humains, la solidarité, la responsabilité sociale, les consensus et la protection de l'environnement.*

Nous souscrivons à la Déclaration Universelle des droits de l'homme, à la convention Américaine sur les Droits Humains, au Pacte international sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels, à la lettre Interaméricaine pour la Démocratie, et demandons aux gouvernements de se ceindre de ces principes, ainsi que de s'approprier l'engagement consistant à défendre la démocratie à chaque fois que celle-ci se verrait menacer.

Nous proposons aux gouvernements, aux médias, aux entreprises, aux groupes religieux et académiques, et tout autres acteurs de la société civile, de promouvoir une discussion entière, profonde et inclusive afin de susciter une adhérence totale aux idéaux et principes démocratiques.

Prenant acte de la quantité importante et non négociable de besoins et moyens nécessaires à l'implémentation de ces principes, pour marquer le Jour International de la Démocratie, les signataires suivants:

- 1) Exigeons des gouvernements librement et justement élus, sans manipulation aucune, à travers des systèmes de vote transparent, prouvés techniquement crédibles, accompagnés de mécanismes de participation politique respectant les lois et standards Internationaux en la matière.
- 2) Demandons des termes courts et bien définis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental, avec la présence de mécanismes clairs de contrôle et de révocation des mandats électoraux au cas où les gouvernants agiraient en dehors de la Loi ou en contravention avec le respect des Droits Humains. Dans les cas permis de réélection, il faudra mettre en place des normes pour la participation d'autres candidats sur un même pied d'égalité et d'opportunités. Aussi nous exigeons que les candidats élus publiquement présentent des plans concrets et réalistes, susceptibles d'être suivi, évalué, et sujets à discussion par-devant tout citoyen intéressé le désirant.
- 3) Demandons le respect de la liberté de la Presse et du droit à transmettre et recevoir l'information sans aucune forme de censure. Aussi nous demandons aux Etats d'introduire ou d'améliorer la législation sur l'accès universel à l'information publique, en tant que droit fondamental pour l'exercice d'une citoyenneté active et participative.

4) Nous Exigeons des fonctionnaires publiques compétents à tous les niveaux, s'acquittant de leur tâche en restant subordonnés aux institutions politiques et aux Etats, tout en étant régis par l'empire de la loi et les réglementations généralement acceptés en matière d'imputabilité et de transparence. Nous demandons aussi aux gouvernements, et recommandons à la société civile de répudier publiquement tout fonctionnaire public quel qu'il ou elle soit, généralement élu, coupable d'us et abus de sa fonction et de ses pouvoirs, suspecté d'enrichissement illicite ou jouissant d'avantages et privilèges irréguliers, et demandons aux citoyens et citoyennes organisés, à la presse, aux académies et aux gouvernements, de promouvoir une culture de la transparence et de l'imputabilité dans l'administration publique.

5) Les plans de Gouvernement, à tous les niveaux, devront être orientés vers la satisfaction des conditions minima suivantes : Assurer le respect des libertés et droits individuels, tel que consacrés dans la déclaration Universelle des Droits Humains, Promouvoir le mieux être collectif, l'inclusion, le respect des minorités, la non discrimination et travailler à l'élimination des inégalités sociales. Aucune Doctrine ou promesse faite dans l'exercice du pouvoir, ne peut violer les droits politiques et civils les plus élémentaires des citoyens et citoyennes, même en prétextant la contribution au bien de la nation ou de tout autre.

6) Nous exigeons des gouvernements d'origine et à caractère civil, rejetant toute manifestation de pouvoir militaire dans l'exercice de la fonction publique, et répudions les usurpations militaires ou civico-militaires sur la scène politique en se basant sur des arguments nationalistes ou messianiques.

7) Nous exigeons des pouvoirs publics autonomes, efficaces et assujettis au respect des institutions et de l'Etat, travaillant pour le bien commun, tout en réaffirmant la nécessité de contrôler et d'auditer les pouvoirs Etatiques, et condamnons toute interférence ou pression non justifiée de l'Exécutif ou du Législatif sur le pouvoir judiciaire.

8) Nous exigeons que les gouvernements garantissent le droit à l'association, et respectent le libre fonctionnement des organisations de la société civile et autres formes associatives de participation démocratique. Nous demandons la cessation de toute activité de persécution contre les journalistes, membres de syndicats, défenseurs des droits humains, activistes démocratiques, organisations de la société civile et académique et rappelons aux Etats qu'il leur est fait obligation de protéger tous ceux et celles qui défendent ou font la promotion des droits fondamentaux de la personne.

9) Nous exigeons la complète satisfaction des nécessités et besoins de base de tous les citoyens et citoyennes; des services publics efficaces; des systèmes éducatifs, de santé et de logements accessibles et de qualité; la libre entreprise et la liberté d'initiative; la sécurité sociale et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Une mention spéciale est faite concernant l'attention à porter par les gouvernants aux personnes handicapées, aux peuples indigènes, aux gens du troisième âge et aux travailleurs indépendants. Nous faisons nôtre la déclaration des Nations Unies concernant les peuples Indigènes émise le 13 septembre 2007, spécialement en son article 3 qui dit textuellement : « Les peuples indigènes ont le droit au libre arbitre. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur condition politique et poursuivent librement leur développement Economique, Social et Culturel. »

10) Nous exigeons la non-discrimination envers les femmes et l'engagement des Etats à établir une démocratie jouissant de la participation active des femmes au sein des administrations publiques et politiques, ainsi que la diffusion de politiques éducatives et propagandes contre la violence et les abus de quelque sorte fait aux femmes et aux fillettes. Il est impératif de prendre des mesures urgentes et efficaces contre le phénomène de la féminisation de la pauvreté, la misogynie et tout autre action déplacée contre les femmes ou visant au déplacement forcé des femmes à travers le monde.

11) Nous déclarons notre solidarité envers les moins favorisés et appelons les gouvernements à prioriser la lutte contre la pauvreté et l'exclusion comme une tâche prioritaire pour la construction de toute société véritablement démocratique. De même nous appuyons toute action de solidarité internationale dirigée et à même de pourvoir tous et toutes de conditions de vie empreintes de dignité humaine.

12) Nous demandons des modèles de développement basés sur des activités écologiques durables et soutenables, et promouvons l'utilisation prioritaire des grands moyens et ressources financières, humaines, institutionnelles et technologiques de nos contrées et pays pour le développement des infrastructures de base en matière de culture, sports et sciences. Nous exigeons aussi la décentralisation politique, la déconcentration et le décongestionnement des villes, l'élimination des monopoles et des grandes propriétés viagères inexploitées, ainsi que des espaces publics amples, dignes et appropriés à la récréation et aux loisirs sains.

13) Les citoyens et citoyennes ici signataires, faisons l'apostolat, défendons et appelons au dialogue, à la négociation et à la coopération comme les seuls et uniques formes de résolution des conflits; Nous rejetons publiquement la guerre, l'armement des milices, le militarisme, le terrorisme et toute autre manifestation violente généralement quelconque dans la vie des peuples. De même, nous demandons aux gouvernements de garantir les droits fondamentaux des victimes de conflits armés et de violences, à la vérité, à la justice et à la réparation.

14) Nous exigeons des lois, systèmes judiciaires, prisons et forces de polices qui puissent rééduquer et avoir un effet à la fois dissuasif, modélisant et moralisant. Ceci contribuera à la création d'une société libre de toute violence et de corruption.

15) Nous exigeons des politiques publiques capables d'exalter et de promouvoir les valeurs familiales sous leurs différentes formes, l'excellence, le respect des enfants et des anciens, les différentes croyances spirituelles, les bienfaits du sport et de la culture, l'amour du prochain, le respect des différences et de la diversité, la bonté, la responsabilité sociale et le respect de la nature et de l'environnement, entres autres valeurs humaines.

Les signataires ici-bas s'engagent à réfléchir, dialoguer, divulguer et faire valoir cette **Déclaration Citoyenne du Jour International de la Démocratie**. De même, nous demandons instamment à nos représentants en fonction, et à nos gouvernants de souscrire et adhérer pleinement à ces exigences.

Réseau Latino-américain et Caribéen pour la Démocratie,

Issus du Mouvement Mondial pour la Démocratie

www.democracialatinoamerica.org

Le soutien de:



Coordinador de la Declaración/Punto de Contacto: Oscar Álvarez Araya

Otras organizaciones de la Red ver: www.democracialatinoamerica.org

Nuevas Adhesiones: declaracion@democracialatinoamerica.org

Personalidades Signatarias

Aixa Armas – Venezuela, Ac. Consorcio Desarrollo y Justicia
Alejandro Armas – Venezuela, Espacio Civil
Rodolfo Alban Guevara - Comisión Andina de Juristas, Perú
Milos Alcalay – Venezuela, Brújula Democrática
Oscar Álvarez Araya - Costa Rica, Fundación para la Unión del Pacífico Democrático
Cecilia Andersen – Estados Unidos
Alberto Arene – El Salvador
Fanor Avendaño – Nicaragua, Instituto Nicaragüense de Estudios Humanísticos (INEH)
José Venancio Berrios – Nicaragua, Provoto
Joel Brito – Cuba, Grupo Internacional para la Responsabilidad Social Corporativa en Cuba
Julio Cesar Cabrera – Honduras, FPOSC
María del Pilar Callizo – Paraguay, Transparencia Paraguay
Zaimar Castillo – Venezuela, Movimiento Estudiantil
Antonio Cicioni - CIPPEC
Armando De la Parra Soria – Bolivia, FUNDAPACC
Enrique De Obarrio – Panamá, ASI
Pablo Diaz E. – Cuba/España, Asociación Encuentro de la Cultura Cubana
Marcela Donadio - Argentina
Rubén Hernando Fernández Andrade – Colombia, Corporación Región
Alexandra Freitas – Venezuela, A.C. Consorcio Desarrollo y Justicia
Patricia Gálvez – Ecuador, Centro Ecuatoriano de Desarrollo y Estudios Alternativos
Ana Laura García – Argentina, Red Latinoamericana y del Caribe para la Democracia
Patricia Guerrero – Colombia, Liga de Mujeres Desplazadas
Rocio Guijarro - Venezuela, CEDICE
Julio Grooscors - Costa Rica
Viviana Giacaman – Estados Unidos, Freedom House
Giovanni Ginatta – Ecuador, Federación Interamericana Empresarial
Rommel Rubén González D. – México, Consejo Regional Indígena y Popular de Xpujil
Patricia Guerrero – Colombia, Liga de Mujeres Desplazadas
Rocío Guijarro, - Venezuela, Centro para la Divulgación del Conocimiento Económico
Jadir Hernandez – Estados Unidos, The Civil Rural Development Project, INC.,
Maribel Jaén – Panamá, Comisión Interdiocesana de Justicia y Paz
Rosa Ines Ospina – Colombia
Yader Amilcar Loza Jarquín – Nicaragua, Hagamos Democracia
Eliana Luna – Argentina, FAVIM Acción Ciudadana
Berta Mexidor – Cuba/Estados Unidos, Bibliotecas Independientes de Cuba
Jaime Ordóñez – Costa Rica, Instituto de Gobernabilidad Democrática
Heidy Beatriz Pino – Venezuela, Centro al servicio de la Acción Popular
Carlos Ponce S. – Venezuela/Estados Unidos, Profesor e investigador
Rosa Quintana – Uruguay, Patronato Departamental de Liberados y Encarcelados de Canelones
Cirila Quintero – México, Profesora e investigadora
Edgar Rivero – Bolivia, Observancia Centro Interdisciplinario
Guido Riveros F. – Bolivia, Fundación Boliviana para la Democracia Multipartidaria
Maria Eugenia Rojas Valverde – Bolivia, Asociación de Concejalas de Bolivia, ACOBOL
Paula Lorena Rodríguez – Guatemala
Diosmel Rodríguez – Cuba, The Civil Rural Development Project, INC
Ana Maria Romero – Perú, Centro Global para el desarrollo y la Democracia
Gina Paola Romero – Colombia, Ocasá
Alejandra Salazar – Estados Unidos, Federación Latinoamericana de Mujeres Rurales, FLAMUR
Diego M. Sueiras – Argentina, Fundación Nueva Generación Argentina
Carlos Tinoco – Venezuela, Sócrates
Hans Tippenhauer – Haití, Fundación Espoir
Cecilia Valdés L. – Chile, Corporación Proyecto América
Jaime Vintimilla – Ecuador, CIDES
Ungar Bleier, Elisabeth – Colombia, Congreso Visible